



LUTTE CONTRE LE GROUPE TERRORISTE BOKO HARAM



Le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU pour l'Afrique centrale salue la visite du Président nigérian au Cameroun

Dossier page 2



BURUNDI

Election non crédible et non inclusive, selon la MENUB

Pages 3-4



DEMENAGEMENT

LE PNUD, L'ONUSIDA, L'UNFPA, L'OIM ET LE HCR ONT REJOINT L'UNOCA AU PONT DE GUE-GUE

Page 8

Lutte contre Boko Haram : le Représentant spécial salue la visite du Président nigérian au Cameroun



Photos Présidence de la République/Cameroun

M. Bathily saisit cette occasion pour lancer un appel à la communauté internationale afin qu'elle accroisse son appui aux Etats concernés et accompagne davantage les actions des organisations mobilisées pour la prise en charge des réfugiés et déplacés. Dans cette perspective, il rappelle l'urgence de la mise en œuvre effective des recommandations de la Conférence extraordinaire du Conseil de paix et de sécurité de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC) tenue en février 2015 à Yaoundé (Cameroun). Outre un Sommet conjoint CEEAC-CEDEAO (Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest), les Chefs d'Etat et de Gouvernement avaient décidé, entre autres, de mettre en place un fonds spécial de 50 milliards de FCFA pour soutenir les efforts du Cameroun et du Tchad dans la lutte contre Boko Haram.

Solidarité avec les familles des victimes

Le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU et Chef du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (UNOCA), M. Abdoulaye Bathily, adresse ses condoléances aux autorités camerounaises ainsi qu'aux familles des victimes des attaques terroristes intervenues les 22 et 25 juillet 2015 à Maroua, la capitale de la région de l'Extrême-Nord du Cameroun. Il a également appris avec une vive émotion celles perpétrées quelques jours après dans d'autres villes camerounaises frontalières avec le Nigeria.

Près de deux semaines avant ces drames, c'est N'Djamena, la capitale du Tchad, qui était la cible des insurgés de Boko Haram ; lesquels avaient, entre autres, plongé l'opinion dans le choc après l'attentat-suicide contre le marché central le 11 juillet. M. Abdoulaye Bathily condamne avec la plus grande fermeté ces actes odieux lâchement orchestrés par des kamikazes qui se sont fait exploser dans des lieux publics causant plusieurs morts et des blessés. Il partage la peine de ces derniers et exprime le vœu qu'ils retrouvent rapidement leur bon état de santé.

Le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU pour l'Afrique centrale souligne que les assauts répétés de Boko Haram dans le bassin du Lac Tchad ne devraient ni entamer le moral des troupes mobilisées pour y faire face, ni constituer un motif de découragement des gouvernements engagés dans la lutte acharnée contre ce mouvement terroriste, devenu Etat islamique en Afrique de l'Ouest. M. Bathily demande à nouveau à ce groupe de mettre fin sans délai à ses activités criminelles. Il invite par ailleurs les populations à être vigilantes et solidaires, compte tenu de l'ampleur du phénomène.

Le Représentant spécial et chef de l'UNOCA a suivi avec un vif intérêt, la visite d'amitié et de travail effectuée par le Président nigérian, M. Muhammadu Buhari, au Cameroun du 29 au 30 juillet. M. Abdoulaye Bathily a salué cette visite importante intervenue dans un contexte politique et sécuritaire crucial marqué par les attaques récurrentes du groupe terroriste Boko Haram dans les deux pays, et en particulier dans l'Extrême-nord du Cameroun.

Le Chef de l'UNOCA a pris bonne note avec satisfaction du communiqué conjoint publié à l'issue de cette visite, lequel réaffirme la volonté de MM. Biya et Buhari de renforcer leur coopération ainsi que les mesures de lutte contre le terro-

risme dans la région. Le communiqué conjoint souligne notamment leur « détermination commune à éradiquer Boko Haram », en précisant que, dans cette optique, les deux chefs d'Etat ont « convenu, entre autres, d'intensifier l'échange des renseignements entre les services de sécurité des deux pays ».

M. Bathily effectuera une visite au Cameroun dans les prochains jours pour renouveler le soutien des Nations Unies aux efforts en cours pour faire face à Boko Haram, y compris dans le cadre du renforcement des capacités de la Force multinationale mixte dont le Quartier général (QG) opérationnel a été inauguré à N'Djamena le 25 mai 2015.

A. Bathily : « il y a un problème de gouvernance globale qui se pose par rapport aux mouvements terroristes »

Les questions relatives aux activités de Boko Haram faisaient partie des sujets abordés par le Chef de l'UNOCA lors d'une interview accordée le 22 juillet au Centre d'actualités de l'ONU. Nous en publions un extrait, la suite se trouvant en page 4 traitant du Burundi.

Où en est la lutte contre ce groupe extrémiste [Boko Haram] ?

Abdoulaye Bathily : Nous avons constaté que Boko Haram a changé de modus operandi après sa défaite militaire, après avoir tenté de conquérir des territoires, du mois de septembre jusqu'à il y a quelques semaines. Maintenant, le mode d'action de Boko Haram, ce sont les opérations kamikazes, des actes ignobles, des femmes qui sont transformées en bombes ambulantes, des enfants qui sont transformés en bombes ambulantes. Rien ne justifie ces actes barbares, insoutenables.

Et aujourd'hui, c'est cela qui crée la situation au Tchad, au Cameroun. Aujourd'hui (22 juillet) encore, Boko Haram a sévi à Maroua, dans l'extrême-nord du Cameroun. Et malheureusement, on observe les mêmes formes d'action au Nigeria. Il faut encore plus de collaboration, pas seulement militaire, parce que la force internationale conjointe, qui devait être mise en place et qui est actuellement en train de se positionner, n'est pas suffisante. Ce n'est pas le seul mode opératoire. On voit maintenant que face à ces actions kamikazes, il faut d'autres formes de collaboration, en matière par exemple de renseignement. Il faut une association plus étroite entre les forces de police, les forces de renseignement dans les différents pays de la région du bassin du lac Tchad pour éradiquer ce phénomène, pas seulement au niveau d'ailleurs des Etats, des structures formelles [...] des Etats. Il faut aussi que les populations elles-mêmes soient impliquées dans ce processus d'éradica-

tion de Boko Haram, parce qu'il faut l'adhésion effective des populations pour isoler ce mouvement terroriste, en tenant compte évidemment des droits de la personne humaine. Car il faut bien faire attention dans la lutte contre Boko Haram de ne pas, de manière indiscriminée, s'attaquer aux populations parce que ces dernières pourraient se retourner contre ceux qui utilisent ce type de méthodes. Il faut une réflexion approfondie sur la manière [...] d'isoler Boko Haram.

Est-ce que l'un des problèmes avec l'apparition du Boko Haram n'est pas le sous-développement du nord du Nigeria par rapport au sud du pays ?

Abdoulaye Bathily : Oui, il y a un problème de gouvernance globale qui se pose par rapport à ces mouvements terroristes, que ce soit au Tchad, que ce soit au Nigeria, que ce soit au Cameroun, dans les pays du bassin du lac Tchad en général.

Mais on voit aussi ce type de mouvements ailleurs dans le monde où il y a quand même des ressources, que ce soit en Irak, en Syrie, dans d'autres pays du Moyen-Orient, en Afghanistan. C'est vrai que de manière globale, la pauvreté est le terreau le plus fertile, mais au-delà de la question économique de la pauvreté, il y a une dimension gouvernance, la gestion de la diversité politique, de la diversité sociale, de la diversité culturelle, de la diversité religieuse, sous ses différentes formes. Il y a donc un problème global de gouvernance. C'est pourquoi aujourd'hui, la lutte contre Boko Haram ne peut pas être seulement une question militaire, une question de renseignement, c'est aussi une question globale. Comment tirer ces populations de la pauvreté, comment les intégrer dans un ensemble national pour leur permettre de s'épanouir en tant que populations ?

Source : <http://www.un.org/apps/news/NewsMakersF.asp?NewsID=72>

Burundi : M. Abdoulaye Bathily a pris part au Sommet de la CAE à Dar es Salam

Le Chef de l'UNOCA, M. Abdoulaye Bathily, a participé au Sommet d'urgence de la Communauté de l'Afrique de l'est (CAE) sur la situation du Burundi, qui s'est déroulé le 6 juillet 2015 à Dar es Salam (Tanzanie). A l'issue des travaux, les Chefs d'Etat et de gouvernement avaient recommandé, entre autres, que le vainqueur de l'élection présidentielle au Burundi forme un gouvernement d'union nationale avec tous ceux qui ont participé à ce scrutin qui a eu lieu le 21 juillet (malgré la demande de report au 30 juillet suggéré par ces dirigeants).

Désarmer les milices

De plus, ils ont invité le vainqueur de l'élection présidentielle et tous les autres partis politiques à s'engager à respecter l'Accord de paix et de réconciliation d'Arusha, y compris la non modification de la Constitu-

tion consacrant la limitation à deux la durée du mandat.

Par ailleurs, le Gouvernement doit désarmer les Imbonerakure (considérés comme des milices proches du pouvoir) et les autres groupes de jeunes armés alliés à des partis politiques. La CAE a demandé à l'Union africaine (UA) de déployer de toute urgence des observateurs militaires chargés de superviser le processus de ce désarmement ainsi que la mise en place des mécanismes régionaux de vérification afin d'enquêter sur la présence alléguée d'éléments des Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR) au Burundi.

M. Yoweri Museveni, Président de l'Ouganda, a été désigné facilitateur de haut niveau de la CAE pour le Burundi. Dans plusieurs interviews accordées à la presse internationale, le Représentant spécial du SG de l'ONU pour l'Afrique centrale a exprimé le

vœu qu'il réussisse dans cette importante mission. Il a cependant attiré l'attention sur les insuffisances des mesures prises à Dar es Salam. « Tant que le problème de fond n'est pas réglé, c'est-à-dire la question du mandat, il sera difficile d'arriver à une solution durable », a résumé M. Bathily, qui a représenté l'ONU au sein de l'équipe internationale de facilitation, mais dont la mission a été mal comprise par une partie de l'opinion (comme ce fut déjà le cas avec M. Djinnit).

« Tant que le problème de fond n'est pas réglé, c'est-à-dire la question de la limitation du mandat présidentiel, il sera difficile d'arriver à une solution durable au Burundi »

Election non crédible et non inclusive, selon la MENUB



Photos MENUB

La présidentielle du 21 juillet a été remportée au premier tour par M. Pierre Nkurunziza, candidat du Conseil national pour la défense de la démocratie - Forces de défense de la démocratie (CNDD-FDD) avec 69,41% des voix. Le rapport préliminaire publié le 27 juillet par la Mission d'observation électorale de l'ONU au Burundi (MENUB) confirme les craintes exprimées par M. Bathily avant ce rendez-vous électoral. Ce document indique que même si le scrutin présidentiel du 21 juillet s'est déroulé dans le calme, il a eu lieu « dans un climat de profonde méfiance entre les partis politiques » du fait de la décision du président sortant (M. Pierre Nkurunziza) de briguer un troisième mandat, en violation de la Constitution et de l'Accord d'Arusha.

La MENUB conclut que « l'environnement général n'était pas propice au déroulement d'un processus électoral libre, crédible et inclusif ». Elle avait fait la même observation lors des élections législatives et locales tenues fin juin. Plusieurs autres organisations internationales et régionales, dont la Communauté est-africaine, ont rendu un verdict similaire.

Rapport disponible sur le site de la MENUB : <http://menub.unmissions.org>

BURUNDI - MODIFICATION DES CONSTITUTIONS : Abdoulaye Bathily fait le point



Le Burundi est membre de la Communauté économique des Etats d'Afrique centrale (CEEAC) et à ce titre, il fait partie des pays qui ressortent de mon mandat, dans le cadre de la mission que le Secrétaire général m'a confiée en tant que Chef de l'UNOCA. Je continue donc de suivre la situation au Burundi comme dans tous les autres pays d'Afrique centrale. Nous sommes préoccupés par cette crise au Burundi qui menace de s'étendre au reste de la région.

si'il y avait un dialogue, si la situation venait à s'améliorer ? Quel rôle pouvez-vous jouer pour améliorer les choses ?

Abdoulaye Bathily : Le rôle des Nations Unies c'est d'accompagner la région, la communauté est-africaine d'abord, accompagner l'Union africaine, qui est l'organisation régionale. Et à ce titre, nous allons apporter toute notre contribution. Car les Nations Unies ont une mission principale, c'est de ramener la paix dans tous les coins du globe, y compris évidemment au Burundi. En coopération avec les organisations sous régionales et l'organisation continentale, nous allons continuer de travailler pour apporter la paix, que ce soit sur le plan politique, que ce soit sur le plan humanitaire. Il ne faut pas oublier qu'aujourd'hui, on est à plus de 160 000 réfugiés dans les pays voisins. Et cela, ce n'est pas la région seule qui peut apporter une contribution pour régler ce problème des réfugiés. Il faut que les Nations Unies interviennent. S'agissant de la question des droits de l'homme, il y a des centaines de prisonniers politiques aujourd'hui au Burundi. La situation économique s'est beaucoup dégradée au Burundi ces derniers mois. A cause de tout cela, le Burundi a besoin de l'ensemble de ses partenaires, y compris les partenaires internationaux. Ce pays, jusqu'ici, dépend, pour 52% de son budget, de l'aide internationale. Quand on est dans une situation comme celle-là, on ne peut pas faire fi de l'accompagnement international. Donc, j'appelle à une prise de responsabilités, à ce que le souci soit affiché concernant ces milliers de Burundais qui souffrent dans les camps de réfugiés. Ce sont des milliers de Burundais qui sont aujourd'hui dans un système, il faut le dire, de terreur. Il faut penser aujourd'hui à ces Burundais qui voient leurs perspectives économiques bouchées. C'est un souci de responsabilité qui doit nous concerner tous, aussi bien les acteurs burundais que les acteurs internationaux.

Centre d'actualités de l'ONU : Dans les années à venir plusieurs pays de la sous-région organisent des élections, y-a-t-il, selon vous, une 'maladie du troisième mandat' en ce qui concerne les dirigeants au pouvoir ?

Abdoulaye Bathily : Ce n'est pas seulement la question du troisième mandat qui se pose. Par rapport à mon expérience, je dis qu'on ne peut pas construire la démocratie sans que les acteurs politiques ne s'accordent sur un minimum de règles adoptées de manière consensuelle et que les uns et les autres appliquent de manière fidèle. C'est cela la question capitale, c'est cela le problème de fond, que ce soit pour un troisième mandat ou contre un troisième mandat, pour un mandat illimité ou pas, s'il n'y a pas de consensus politique, les pays sont exposés à des crises politiques graves. Et aujourd'hui, quand vous regardez la géographie politique du continent africain, au-delà même de cette région d'Afrique centrale, la principale source de conflit, ce sont les élections, à travers tout le continent, depuis au moins une décennie. Tous les conflits ont pratiquement éclaté à partir des élections, soit avant, soit pendant, soit après les élections. Donc la question électorale est devenue une question de fond pour la sauvegarde de la paix, pour la consolidation de la démocratie sur le continent. Et il en va de la responsabilité de l'ensemble des acteurs, à commencer par les dirigeants eux-mêmes.

Source : <http://www.un.org/apps/newsFr/newsmakersF.asp?NewsID=72>

Comme indiqué à la page 2, les collègues de du Centre d'actualités de l'ONU ont rencontré M. Bathily le 22 juillet à New York pour une interview exclusive. Plusieurs dossiers étaient au menu, dont la crise au Burundi et les élections à venir dans certains pays du continent.

Centre d'actualités de l'ONU : Vous avez été nommé en juin médiateur dans la crise au Burundi. Quelle est votre réaction s'agissant des récentes élections dans ce pays ?

Abdoulaye Bathily : Ce que je peux constater en tant que responsable des questions politiques dans la région, c'est que les élections ne règlent pas le problème politique dans ce pays. Il y a un problème politique, il y a une méfiance, une crise politique, et cela, élections ou pas, quelle que soit la nature des élections, quoiqu'on pense des élections, il faut régler cette crise. On ne peut régler cette crise politique que par un dialogue, que par le consensus entre les acteurs, avec un accompagnement international.

Le Burundi fait partie de la Communauté économique des Etats d'Afrique centrale (CEEAC) et à ce titre, il fait partie des pays qui ressortent de mon mandat, dans le cadre de la mission que le Secrétaire général m'a confiée sur la base de la mission qui a été donnée au Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale. A ce titre-là, je continue de suivre la situation au Burundi comme dans tous les autres pays d'Afrique centrale. Nous sommes préoccupés par cette crise au Burundi qui menace de s'étendre au reste de la région.

Centre d'actualités de l'ONU : Est-ce que vous estimez que ces élections au Burundi ont été libres et démocratiques ?

Abdoulaye Bathily : Ce que nous devons dire c'est que, aussi bien l'Union africaine que tous les observateurs sur place, ont constaté que les conditions n'étaient pas réunies pour des élections libres, démocratiques, transparentes et apaisées. Dans le rapport que nous avons fait en tant qu'équipe internationale de facilitation, nous avons dit que, s'il n'y a pas de dialogue entre les acteurs pour arriver à une solution consensuelle, il ne peut pas y avoir d'élections pouvant être considérées comme acceptables. Nous consta-

tons aujourd'hui que les élections se sont bien déroulées mais tout le monde constate également qu'organiser des élections c'est une chose, mais apaiser la situation dans le pays en est une autre. Et c'est un objet de préoccupation pour tout le monde. L'Union africaine vient de faire une déclaration en ce sens appelant encore une fois au dialogue et à un processus consensuel pour résoudre la crise. Les Nations Unies sont parfaitement en phase avec cette position de l'Union africaine.

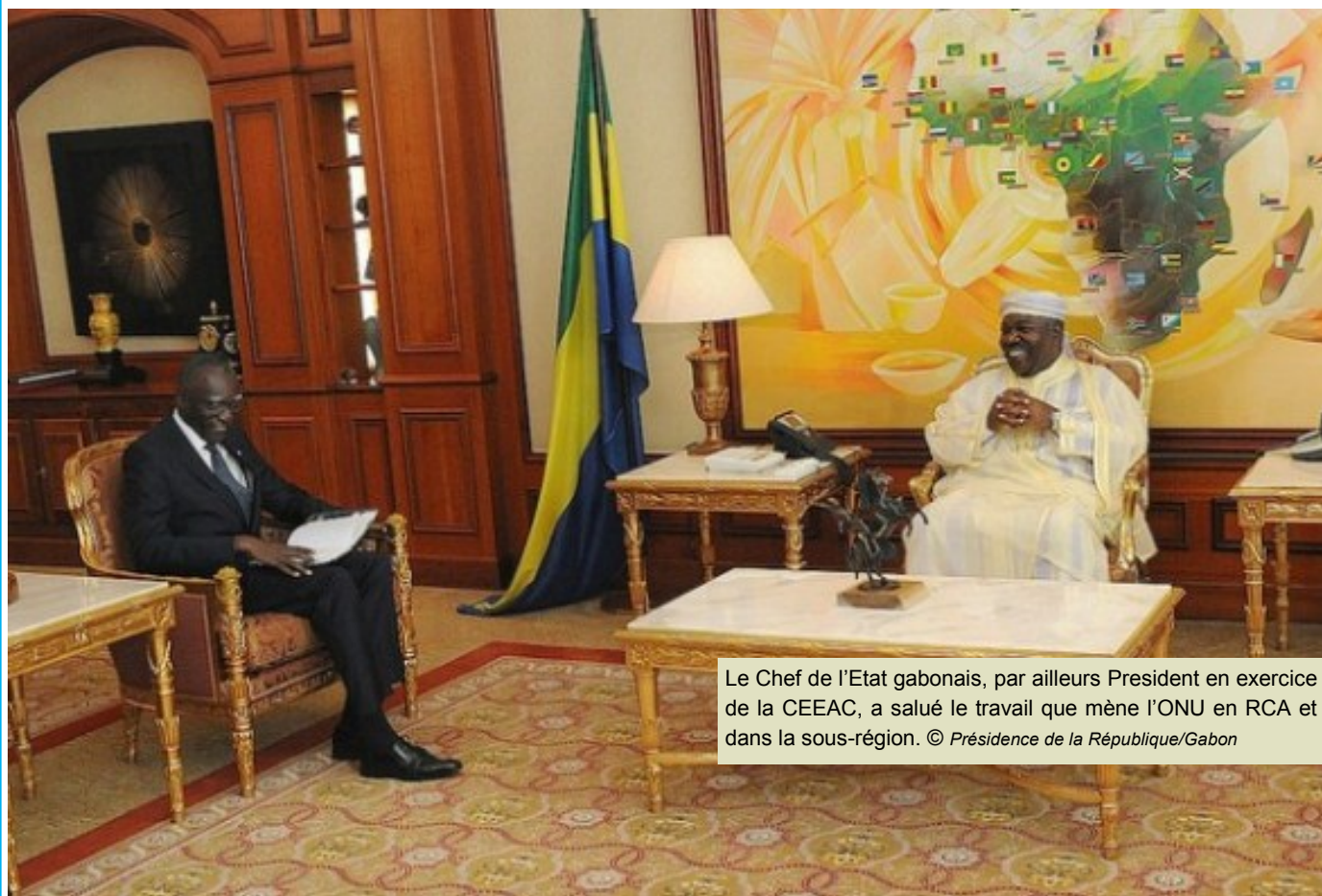
Centre d'actualités de l'ONU : Le Secrétaire général de l'ONU a demandé à la veille des élections à ce que les acteurs burundais aient un dialogue franc. A l'heure actuelle, pensez-vous que c'est possible ?

Abdoulaye Bathily : Non seulement c'est possible mais c'est incontournable. Si on ne veut pas que le Burundi sombre dans le chaos. Malheureusement l'histoire du Burundi dans le passé l'a montré, si le dialogue ne s'installe pas, si un minimum de consensus ne s'installe pas pour revenir à l'esprit et à la lettre des accords d'Arusha, nous n'arriverons pas à stabiliser ce pays. C'est pourquoi, je voudrais encore une fois lancer un appel à l'ensemble des acteurs burundais pour qu'au-delà de ces élections, qui sont loin d'être des élections consensuelles, ils se retrouvent pour sauver leur pays du chaos. On ne peut pas construire la démocratie sur une base non consensuelle, on ne peut pas construire la paix sur une base non consensuelle. Il faut qu'il y ait un souci de responsabilité de la part de tous les acteurs à tous les niveaux de l'espace politique et social burundais pour que le pays soit sauvé de cette catastrophe.

En coopération avec les organisations sous régionales et l'organisation continentale, nous allons continuer de travailler pour apporter la paix, que ce soit sur le plan politique, que ce soit sur le plan humanitaire. Il ne faut pas oublier qu'aujourd'hui, on est à plus de 160 000 réfugiés dans les pays voisins.

Centre d'actualités de l'ONU : En tant que chef du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale, quel serait votre rôle

LE CHEF DE LA MINUSCA RECU PAR LE PRESIDENT ALI BONGO ONDIMBA



Le Chef de l'Etat gabonais, par ailleurs Président en exercice de la CEEAC, a salué le travail que mène l'ONU en RCA et dans la sous-région. © Présidence de la République/Gabon

Le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour la République centrafricaine, Babacar Gaye, a été reçu en audience le 13 juillet à Libreville par M. Ali Bongo Ondimba, Chef de l'Etat gabonais et Président en exercice de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC). La rencontre, qui a eu lieu en présence du Représentant spécial et chef

de l'UNOCA, M. Abdoulaye Bathily, a permis de faire le point de la situation en RCA. Un accent a été mis sur les efforts en cours en vue de la sortie de crise dans ce pays. M. Babacar Gaye a évoqué les défis qui interpellent les autorités de la transition, la MINUSCA et l'ensemble de la communauté internationale en ce qui concerne le retour à la paix et le processus électoral. Il a réitéré la détermination des Nations Unies à conti-

nuer à œuvrer pour contribuer à la tenue des élections justes, libres, transparentes et inclusives.

Le Président gabonais a salué le travail que mène l'ONU en RCA et dans la sous-région. Il a renouvelé l'engagement de son pays à aider au retour de la stabilité en RCA, y compris à travers une forte mobilisation des Etats membres de la CEEAC.

Le Chef de l'UNOCA à la 8^e réunion du Groupe international de contact sur la RCA

Le Chef de l'UNOCA a participé à la 8^{ème} réunion du Groupe international de contact sur la République centrafricaine (GIC-RCA) tenue à Addis Abeba (Ethiopie) le 27 juillet 2015, sous la coprésidence de M. Charles Richard Mondjo, Ministre délégué à la Présidence chargé de la Défense nationale du Congo, et de l'Ambassadeur Smaïl Chergui, Commissaire à la Paix et à la Sécurité de l'Union africaine (UA). Les participants ont pris note des conclusions de la 16^{ème} Session ordinaire de la Conférence des Chefs d'Etats et de Gouvernement de la CEEAC qui a eu lieu à N'Djamena le 25 mai 2015 ; laquelle avait adopté le principe de la prorogation de la Transition afin de permettre aux autorités compétentes d'organiser des élections crédibles et transparentes avant la fin de l'année 2015.

1 milliard de FCFA du Cameroun en appui au processus électoral

Dans cette perspective, ils ont exprimé leur satisfaction par rapport aux contributions financières au programme d'appui au cycle électoral centrafricain (PACEC) signé le 25 novembre 2014. Ce Programme institue un Fonds fiduciaire (*Basket Fund*) avec notamment l'UA (500 000 USD), l'Italie (200 000 Euros), la contribution additionnelle de 2 millions d'Euros par la France et une éventuelle contribution sur le plan bilatéral d'au moins 2 millions de dollars des Etats-Unis d'Amérique. Ils

ont félicité le Cameroun pour l'annonce d'une contribution d'un montant de 1 milliard de FCFA en appui au processus électoral.

Par ailleurs, les participants ont rappelé les conclusions du Sommet spécial de la CEEAC consacré à la lutte contre le groupe terroriste Boko Haram tenu à Yaoundé le 16 février 2015, notamment la mise en place du Mécanisme quadripartite comprenant le Tchad, le Cameroun, la RCA et la MINUSCA.

Les pays et institutions ayant participé à la réunion

Afrique du Sud, Allemagne, Angola, Australie, Burundi, Cameroun, Canada, République centrafricaine, Congo, République démocratique du Congo, Egypte, Etats Unis d'Amérique, France, Gabon, Japon, Luxembourg, Nigéria, Norvège, Ouganda, Royaume Uni, Russie, Rwanda, Soudan, Tchad, Turquie, Zimbabwe. Les institutions suivantes y ont aussi pris part : Banque africaine de développement (BAD), Banque mondiale, CEEAC, Comité internationale la croix rouge (CICR), Organisation internationale de la Francophonie (OIF), Organisation de la coopération islamique (OCI), Nations Unies et Union européenne.

Une délégation de l'Organisation internationale de la Francophonie nous a rendu visite le 28 juillet

M. Boubacar Noumansana, Directeur du Bureau régional de l'OIF pour l'Afrique centrale basé à Libreville (au centre), a pris part à la réunion avec les responsables de l'UNOCA.



Monsieur Jean-Louis Amougou Atangana, Directeur de Cabinet de la Secrétaire générale de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), a rendu une visite de courtoisie et de travail au Représentant spécial du Secrétaire général/Chef de l'UNOCA, mardi 28 juillet 2015. Il était accompagné du Directeur régional de l'OIF pour l'Afrique centrale et Océan indien, et du Responsable de la sécurité de la SG/OIF.

Soutenir le développement durable

M. Amougou Atangana a transmis à M. Bathily les salutations chaleureuses de Mme Michaëlle Jean (Secrétaire générale de l'OIF), en précisant qu'elle suit avec une très grande attention ses actions en faveur de la paix et la sécurité en Afrique centrale. Il a indiqué que lors de sa visite au Gabon fin août 2015, la Secrétaire générale de l'OIF souhaiterait rencontrer le Représentant spécial pour évoquer son mandat ainsi que les sujets d'intérêt commun, y compris les questions liées à la lutte contre le terrorisme.



Il a noté que Mme Jean plaide pour un renforcement de la coopération entre l'UNOCA et l'OIF, afin de soutenir le développement durable de l'Afrique centrale.

Le Représentant spécial a salué la démarche de l'OIF et renouvelé sa disponibilité à poursuivre la collaboration avec cette institution. Le Chef de Cabinet de l'UNOCA, M. Anatole Ayissi, a donné des détails sur quelques projets prioritaires sur lesquels les deux organisations pourraient travailler dès 2016. Il faut rappeler qu'en mai dernier, l'OIF a activement contribué au succès de l'atelier de formation initié par l'UNOCA à Douala (Cameroun), sur le rôle des médias dans la conduite des processus électoraux pacifiques en Afrique centrale.



UNOCA

BUREAU RÉGIONAL DES NATIONS UNIES POUR L'AFRIQUE CENTRALE

- LE TERRORISME EST UN CRIME. LES NATIONS UNIES ACCOMPAGNENT LES ETATS ET LES ORGANISATIONS REGIONALES DANS LA LUTTE CONTRE CETTE BARBARIE INJUSTIFIABLE
- L'UNOCA RESTE PARTICULIEREMENT MOBILISE AUX COTES DE SES PARTENAIRES POUR METTRE FIN A LA MENACE QUE CONSTITUE BOKO HARAM POUR LA PAIX ET LA SECURITE EN AFRIQUE CENTRALE

MEDIAS ET PROCESSUS ELECTORAL PACIFIQUE EN AFRIQUE CENTRALE

Les journalistes congolais endossent le Code de bonne conduite adopté à Douala en mai 2015

A l'issue d'un atelier tenu du 2 au 3 juillet à Lubumbashi, la capitale du Katanga, un Code de bonne conduite à observer en période électorale a été adopté et signé par une cinquantaine de journalistes de cette province congolaise (photos). Facilité par le Bureau local de la MONUSCO, l'atelier portait sur le rôle des médias dans la conduite d'un processus électoral pacifique en République démocratique du Congo (RDC). Une activité citoyenne, qui s'inspirait de celle initiée par le Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (UNOCA) en faveur des journalistes de la sous-région, et organisée à Douala du 6 au 8 mai 2015 avec la collaboration de plusieurs partenaires. Les participants ont d'ailleurs précisé ce détail important dans le préambule du Code. Ils deviennent ainsi les premiers professionnels de l'information à reconnaître la portée du texte fondateur élaboré dans la capitale économique camerounaise et à montrer que la vulgarisation souhaitée par tous est possible.

Renforcement de la démocratie

Comme indiqué plus haut, leur engagement a été soutenu par la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) à laquelle l'UNOCA a apporté un appui, notamment en ce qui concerne la disponibilisation des documents issus de la rencontre de Douala. Les journalistes ont salué cette démarche de la MONUSCO, qui intervient dans un contexte politique où leur professionnalisme doit être mis au service du développement et du renforcement de la démocratie. « La République démocratique du Congo va rentrer dans un nouveau cycle électoral crucial pour l'avenir démocratique du pays. Le vœu de tous est



que cette période sensible ne conduise pas à l'instabilité dans le pays. Pour ce faire, les hommes et les femmes des médias ont particulièrement une lourde responsabilité pour assurer un environnement apaisé et un processus électoral tout aussi apaisé, crédible et transparent », soulignent les participants à l'atelier de Lubumbashi.

Ils ont ainsi pris la résolution d'éviter la corruption, le sensationnalisme, la manipulation, les reportages partisans, la propagande, la diffusion des messages haineux ainsi que des informations de nature à perturber la paix sociale. Ils ont également dit être conscients de la nécessité de procéder à un traitement

équitable de l'actualité liée à la campagne des différents candidats.

L'UNOCA, la MINUSCA et le CNUDHD-AC organiseront un atelier similaire à Bangui dans les prochains mois.

« Les hommes et les femmes des médias ont particulièrement une lourde responsabilité pour assurer un environnement apaisé et un processus électoral tout aussi apaisé, crédible et transparent »





DEMANAGEMENT : DES AGENCES ONUSIENNES REJOIGNENT L'UNOCA AU PONT DE GUE-GUE

Plusieurs agences, fonds et programmes du Système des Nations Unies qui étaient situés derrière le Palais de justice de Libreville ont rejoint l'UNOCA au « quartier général » dédié à l'ONU au Gabon. Depuis le mois de juillet, les Bureaux du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), du Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA), du Programme commun coparrainé sur le VIH et le SIDA (ONUSIDA) et de l'Organisation Internationale de la Migration (OIM) sont désormais installés après le Pont de Gué-Gué, derrière l'Observatoire national de la protection des droits de la famille (ONPDF). Ils partagent tous l'un des deux immeubles gris de 7 niveaux (bâtiment A) que l'on aperçoit à partir du bord de mer et de plusieurs autres points de la ville. Pour y accéder, il faut joncher la voie donnant à l'ONPDF ou longer la bretelle située en face du Conseil économique et social, juste quelques mètres après l'Ambassade du Brésil. L'ambiance qui règne à l'accueil est chaleureuse et sympathique, comme le montrent les images ci-dessus.

Incessamment, d'autres organismes onusiens intégreront aussi ces nouveaux locaux dans lesquels l'UNOCA avait aménagé en avril 2015. Le bâtiment B voisin sera également occupé par des institutions de l'ONU.

CONTACTS UTILES

HCR : Mme Cécile Liket Vandji
 +(241) 06.13.65.72 - vandji@unhcr.org

ONUSIDA : Mme Augustine Matsoungo
 +(241) 04510122 - matsoungoua@unaids.org

PNUD : Mme Flore-Léna Benga ép. BAMEZON
 +(241) 07463700 - flore.lena.benga@undp.org

UNFPA : Mme Victorine Schummer
 +(241) 07152176 - schummer@unfpa.org

OIM : Mme Léonie Youmas
 +(241) 07 99 92 85 - lyoumas@iom.int

Bureau de la Coordinatrice résidente du Système des Nations Unies : M. Oumar Tiello
 +(241) 05352424 - oumar.tiello@undp.org



Le Colonel François Ndiaye recevant son Certificat d'appréciation du Chef de l'UNOCA

L'actualité du personnel au cours du mois de juillet a été marquée par des départs et des arrivées

Sherwin – Oufa : le temps d'une parenthèse

Sherwin Das, Conseiller politique, et Oufa El-Houkssous, Assistante administrative au Service d'appui à la mission, ont dû observer une pause d'un an pour des raisons familiales. Ils ont donc momentanément quitté Libreville, après plus de deux ans d'engagement et de dévouement reconnus par la haute hiérarchie. Sherwin, qui a aussi assuré un long intérim comme chef de la Section politique, a pris la direction des USA. Tout comme Oufa, qui a transité par le Maroc. On est ensemble...

José Carlos R.: servir l'UNOCA à partir de Bangui

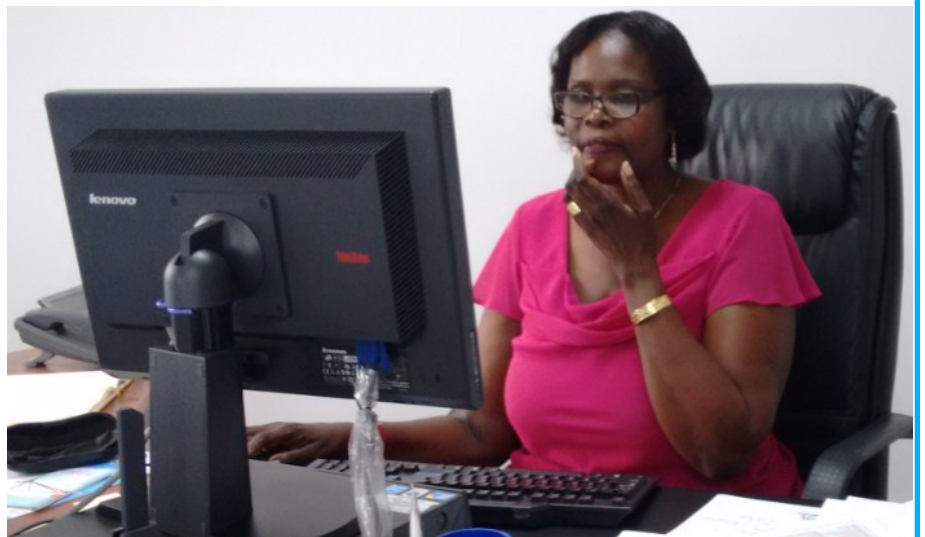
Jose Carlos Rodriguez, Consultant en charge particulièrement des dossiers relatifs à la lutte contre l'Armée de résistance du Seigneur (LRA), a été redéployé à la Mission multidimensionnelle intégrée de stabilisation des Nations unies en Centrafrique (MINUSCA). Après plus d'un an à Libreville, il s'installe ainsi à Bangui où il soutiendra les activités de bons offices de M. Abdoulaye Bathily dans le cadre de la médiation internationale sur la RCA. Le Chef de l'UNOCA, qui représente l'ONU au sein de ladite Médiation, a été le Président du Présidium du Forum de réconciliation nationale tenue dans la capitale centrafricaine en mai 2015.

François Ndiaye : l'appel du pays

Le Colonel François Ndiaye, une des forces tranquilles de l'UNOCA depuis son arrivée le 21 janvier 2012, a été appelé par son pays, le Sénégal. Le Conseiller militaire n'avait pas le choix, l'UNOCA non plus : la réglementation en matière de mise à disposition des personnels militaires limite le nombre d'années de service dans les missions de l'ONU où ils sont affectés. Le Colonel, un parachutiste connu pour sa rigueur, sa polyvalence, son humour et surtout son humilité, a été aussi le Point focal pour les problématiques relatives à la sécurité maritime dans le golfe de Guinée. Ces derniers mois, il a également joué un rôle clé dans la contribution significative de l'UNOCA à la lutte contre le terrorisme en général et Boko Haram en particulier.

Edith Oyulu, nouvelle Cheffe de la Section politique

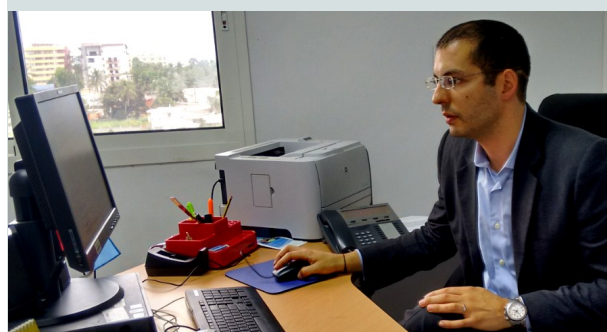
Lors d'une cérémonie le 10 juillet à la salle de conférence, le Représentant spécial et Chef de l'UNOCA a rendu un hommage mérité au Colonel Ndiaye et à tous les autres collègues évoqués



plus haut, en souhaitant les revoir bientôt. Il a également remis des certifications d'appréciation aux collègues concernés. Par ailleurs, M. Bathily a profité de ce moment convivial pour accueillir et présenter officiellement **Edith Oyulu**, nouvelle Cheffe de la Section politique (photo ci-dessus).

Avant l'UNOCA, elle était à l'ONUCI (Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire), où elle a passé près d'une dizaine d'années. Edith a remercié les collègues pour leur accueil chaleureux, en précisant qu'elle se sent comme chez elle dans ce nouveau biotope.

Youssef Jai, Conseiller politique, s'occupera entre autres du suivi des dossiers liés à la LRA



Youssef Jai a également rejoint les collègues de la Section politique début août, en provenance de New York, où il faisait partie de l'équipe en charge du Moyen-Orient au Département des affaires politiques. Il y apportera un nouveau souffle, avec une attention particulière aux dossiers relatifs à la lutte contre la LRA.

UNE PHRASE AU COEUR DU MANDAT DE L'UNOCA

« [...] Le report du sommet CEEAC-CEDEAO retarde la prise de décision dans la lutte contre le terrorisme. La CEEAC se tient prête à la tenue d'urgence de ce sommet pour la sécurité du continent » – **M. Ali Bongo Ondimba, Chef d'Etat gabonais et Président en exercice de la CEEAC** (<https://twitter.com/PresidentABO>, 28 juillet 2015) .

L'ACTUALITE EN UN CHIFFRE

2000 Près de 2000 soldats supplémentaires seront déployés dans la région de l'Extrême-nord pour lutter contre le groupe terroriste nigérian Boko Haram. Cette décision, qui a été annoncée par les autorités camerounaises et relayée par les médias, fait partie des mesures prises suite à la série d'attentats-suicides enregistrés dans cette partie du Cameroun. D'après les mêmes sources, ce déploiement portera officiellement à 8500 le nombre de soldats envoyés dans cette région pour combattre les insurgés de Boko Haram qui, depuis deux ans, y mènent lâchement des raids meurtriers et des enlèvements insoutenables.

UN TOUR DANS LA CITE...



C'était au Pont de Gue-Gue (Libreville, Gabon), 28 juillet 2015....



INTERFACE
Echos du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale - UNOCA - Bulletin mensuel d'information

Une publication de l'Unité de l'Information publique

Conception - Rédaction - Réalisation : Norbert N. Ouendji

Contact éditorial : Tél. Bur. + (241) 01 44 47 16 | Mobile : + (241) 05 72 23 23

Courrier électronique : ouendji@un.org - piounoca@un.org

Site internet : <http://unoca.unmissions.org>

Compte officiel twitter : twitter.com/UNOCA_NEWS

Adresse postale : B.P : 23773 Libreville, Gabon



LA PAIX ET LA SECURITE AU SERVICE DE L'INTEGRATION REGIONALE
ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE DE L'AFRIQUE CENTRALE

